

ifce

institut français
du **cheval**
et de l'**équitation**



Appel à concurrence dans le cadre d'une procédure adaptée n°33

Etude descriptive des activités de service avec le cheval auprès de personnes porteuses de handicap

Année 2017

Sommaire

1. L'objet de l'appel à concurrence	3
2. Le contexte	3
5. Conditions particulières	5
5.1 Identification de l'établissement passant commande.....	5
5.2 Délais et contacts.....	5
5.3 Modalités de paiement.....	6
5.4 Modalités de financement.....	7
5.5 Contenu et présentation de la proposition.....	7
5.6 Durée de validité des offres.....	8
5.7 Durée du marché.....	8
5.8 Prix.....	8
5.9 Propriété industrielle et intellectuelle.....	8
5.10 Gestion générale.....	8
5.11 Confidentialité.....	8
6. Classement des offres	9
7. Attribution de compétences	9
8. Attestation sur l'honneur	10

1. L'objet de l'appel à concurrence

Depuis plus de 50 ans, les **activités de soins avec pour support le cheval** (thérapie assistée par le cheval, équithérapie, hippothérapie, à chaque courant son nom,.....) à destination des personnes en situation de handicap (handicaps moteur, psychique) ou en difficultés relationnelles ou sociales (réinsertion, pédagogie assistée) se sont développées en France dans des configurations très diverses, autant pour les handicaps concernés, que pour les approches de **soins psycho-moteurs** (métiers de base très divers des intervenants) et le type de structures équestres concernées. D'autre part, dans le cadre de l'**équitation adaptée**, des activités équestres sont proposées comme loisir pour ce public.

Si la veille scientifique permet d'approfondir quelques aspects comme l'objectivation des bienfaits des pratiques de médiation équine sur le handicap physique ou psychique, la connaissance des pratiques sur le terrain (caractérisation de l'offre de service, gestion des moyens matériels et humains, viabilité économique des prestations proposées) fait défaut alors qu'elle pourrait permettre de mieux connaître les services, pratiques et les organisations les plus porteuses d'avenir et de dégager les questionnements pour la recherche. Le présent marché a pour objet d'étudier les pratiques sur le terrain et de détecter **les bonnes pratiques et les facteurs de développement des pratiques de soin avec pour support le cheval et de l'équitation adaptée**.

Il s'agit d'une part de :

- décrire la **typologie de l'offre de services en France (approche qualitative et quantitative)** en différenciant bien les 2 types d'activité (soins ou loisirs), même si elles co-existent dans certains établissements,
- au sein des grandes typologies identifiées, décrire le fonctionnement technico-économique de **quelques entreprises** (ou ateliers au sein des entreprises) parmi les plus représentatives,
- décrire les clients et les produits proposés
- décrire les **moyens humains, animaux et matériels** nécessaires à l'accomplissement des activités proposées,
- décrire précisément le **type de cavalerie et l'adaptation de la gestion des équidés** aux différentes activités de soins et d'équitation adaptée,
- en tirer des préconisations d'amélioration.

2. Le contexte

L'établissement public national à caractère administratif « Institut français du cheval et de l'équitation » (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, l'IFCE est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

3. Descriptif

L'étude recouvre **le champ des personnes avec un handicap mental, moteur, ou en détresse sociale ou psychologique et pratiquant des activités de médiation équine** qu'il s'agisse pour elles d'un simple loisir adapté (équitation adaptée, l'enseignant d'équitation est le responsable du contenu) ou d'un soin psycho-moteur (équithérapie, hippothérapie, thérapies assistées par le cheval, le soignant adapté au handicap est le responsable du contenu).

L'étude s'attachera à bien dissocier les activités de soins en rapport avec le cheval (besoin de soignants) et les activités d'équitation adaptée, qui sont sans doute des activités très complémentaires dans le même centre, mais certaines structures ne pratiquent qu'une de ces activités.

L'étude sera découpée en 2 parties :

1 - un état des lieux de ces activités en France

Le livrable principal ou livrable 1 est un rapport présentant une typologie des entreprises, spécialisées ou non dans des activités de service avec le cheval auprès de personnes porteuses de handicap avec une approche quantitative du nombre d'entreprises concernées pour chaque type identifié.

Le profil des personnes en charge de l'étude, la méthodologie choisie pour l'obtention de cet état des lieux (analyse bibliographique, enquête auprès des structures professionnelles, exploitation des sources de données...) et le calendrier seront précisées.

D'autres livrables pourront être proposés par le porteur de l'étude.

2 - l'étude technico-économique d'un échantillon d'entreprises (12 au minimum) choisies parmi les plus représentatives de la typologie précédemment définie et sur lesquelles on se propose de « zoomer ».

Il s'agit de décrire :

- les prestations proposées (type de publics, durée et fréquence de l'activité, lien avec des structures spécialisées, localisation, produits associés...),
- les personnels (compétences socio-médicales, compétences équestres et dimension humaine),
- la cavalerie qui a été constituée (type / effectifs / entraînement/ bien-être et relation homme-animal),
- les installations et matériel utilisées pour les prestations proposées
- les résultats économiques liés à cette activité au sein de l'entreprise : nature et montant des produits, part et nature des aides des diverses activités ; nature et montant des charges et poids de chacune...) selon une approche analytique de l'atelier mais aussi une approche globale au sein de l'entreprise.

Le livrable attendu ou livrable 2 est un rapport décrivant le fonctionnement technique des activités de médiation équine dans les principales entreprises qui les pratiquent et présentant une analyse de la rentabilité de cette activité

Le profil des personnes en charge de l'étude, la méthodologie choisie pour l'obtention de cet état des lieux (analyse bibliographique, enquête auprès des structures professionnelles, exploitation des sources de données...) et le calendrier seront précisés.

Pour suivre ces 2 études, il est demandé de constituer un comité d'experts notamment issus des fédérations sportives spécialisées, Comités régionaux d'équitation, des autorités de santé... et d'en assurer l'animation.

Au delà des 2 rapports attendus, seront précisés les autres livrables et actions de valorisation prévus (présentations publiques...).

4 - Délai

Le livrable 1 est à fournir au plus tard 12 mois après la notification du marché

Le livrable 2 est à fournir au plus tard 24 mois après la notification du marché.

Un sursis de livraison pourra être accordé au cocontractant lorsqu'une cause, qui n'est pas de son fait, met obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels.

Un sursis de livraison a pour seul effet d'écarter, pour un temps égal à sa durée, l'application de pénalités pour retard et la résiliation pour non exécution. Les dates à prendre en compte pour une éventuelle révision de prix demeurent celles fixées par le marché.

Une prolongation de délai pourra être accordée au cocontractant si les causes qui le mettent dans l'impossibilité de respecter les délais sont le fait de la personne publique ou proviennent d'événements ayant le caractère de force majeure.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

5. Conditions particulières

5.1 Identification de l'établissement passant commande

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
BP 207
49411 SAUMUR CEDEX

5.2 Délais et contacts

Date limite de remise des offres :
Vendredi 8 septembre 2017 à 12 heures

Les réponses doivent être transmises à l'adresse ci-dessous et en priorité **par voie électronique**:

IFCE
Services achats
Route de Troche – B.P 6
19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX

achats@ifce.fr

Appel à concurrence dans le cadre d'une procédure adaptée n°33

Personne à contacter pour toute demande de renseignements techniques :

IFCE
Françoise CLEMENT
Tel. : 06 86 42 71 62
adresse mail : francoise.clement@ifce.fr

Personne à contacter pour toute demande de renseignements administratifs et/ou réglementaires :

IFCE
Service achats
Route de Troche – BP 6
19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX
Tel : 05 55 73 83 23 – 05 55 97 10 45
achats@ifce.fr

5.3 Modalités de paiement

Calendrier de paiement

Une 1ère facture d'un montant correspondant à 50 % du montant total de l'étude sera établie à la notification du marché ; une 2ème facture correspondant à 40 % du montant total de l'étude sera établie après réception du livrable 1 jugé conforme au projet initial ; la facturation du solde pour un montant correspondant à 10 % du montant total sera établie à réception du livrable 2 jugé conforme au projet initial .

Délais de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours, à compter de la réception de la facture.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par l'article 5 du titre III du décret n° 2002232 du 21 février 2002 modifié par le décret n° 2008-408 du 28 août 2008 modifié par le décret n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013. Le taux des intérêts moratoires sera le taux marginal de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

Modalités de paiement

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du cocontractant par le biais d'un mandat administratif.

Une facture sera établie par le contractant à la notification du marché pour un montant de 50 % du montant total de l'étude, à réception du livrable 1 pour un montant de 40 % du montant total de l'étude et à réception

Appel à concurrence dans le cadre d'une procédure adaptée n°33

de la notification de conformité du livrable 2 par rapport au projet initial pour 10 % du montant total de l'étude.

Pénalités de retard

En cas de retard par rapport aux délais figurant dans l'échéancier accepté par la personne publique les pénalités seront appliquées comme suit :

En cas de non respect des délais contractuels du fait du cocontractant et par dérogation aux dispositions de l'article 15 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et services, le cocontractant encourt sans mise en demeure des pénalités de retard .

Cession ou nantissement de créance

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

Le paiement est effectué dans le délai de 30 jours, sur présentation de la facture (précisant le numéro de marché) établie en 1 exemplaire, adressée à :

**Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Secrétariat de la Direction du développement et de la recherche
Route de Troche
19230 Arnac-Pompadour**

Attention : tous les documents relatifs au marché, facture comprise, doivent comporter le numéro du marché.

5.4 Modalités de financement

Le marché est financé sur fonds propres

5.5 Contenu et présentation de la proposition

Chaque réponse devra contenir :

1. Ses références dans le domaine concerné
2. Le bordereau de prix forfaitaire
3. Un relevé d'identité bancaire.
4. Une attestation sur l'honneur en application des articles 45-47-48-49 & 50 de l'ordonnance du 23/07/2015 relative au code des marchés publics (modèle joint en annexe).
5. Un acte d'engagement (ATTRI1) joint.

Appel à concurrence dans le cadre d'une procédure adaptée n°33

Les contrats sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en langue française exclusivement.

5.6 Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

5.7 Durée du marché

La durée du marché démarre à compter du jour de notification pour une durée de 24 mois.

5.8 Prix

Le prix devra être exprimé de manière forfaitaire hors taxes. Tous les frais connexes (déplacements, présentation des résultats, etc.) doivent être inclus.

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils sont ajustables à partir du treizième mois d'exécution du marché sur présentation d'un nouveau tarif, soumis à l'approbation de la personne publique. En cas d'augmentation égale ou supérieure à 3%, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnité.

5.9 Propriété industrielle et intellectuelle

Les résultats de l'étude seront la propriété de l'IFCE. Ils pourront faire l'objet de diffusion et de publication par l'autre partie sous réserve d'obtenir l'accord préalable de l'IFCE.

Dans le cas où les résultats obtenus seraient susceptibles de faire l'objet d'une exploitation commerciale sur « Dossier Technique Secret » ou du dépôt d'une demande de brevet ou d'exploitation commerciale d'un brevet, toute demande de brevet ainsi que toute exploitation d'un brevet ou d'un « Dossier Technique Secret » devra faire l'objet d'un accord écrit de l'IFCE. La demande d'accord devra être effectuée auprès de l'IFCE par lettre recommandée avec accusé de réception. Cet accord devra être formulé dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception de la demande.

En cas d'accord, un règlement de copropriété sera établi entre les parties préalablement à toute exploitation commerciale dans le cas d'un « Dossier Technique Secret » ou à tout dépôt de demande de brevet ou de toute exploitation commerciale de celui-ci pour fixer les quotes-parts de copropriété en fonction des apports intellectuels (au sens des Lois sur la Propriété Industrielle) et financiers des deux parties et les conditions de gestion de leurs droits et obligations.

5.10 Gestion générale

Le cocontractant indiquera à la personne publique, dès la notification du marché, les noms et attributions des principaux responsables de son exécution ainsi que les coordonnées du site de production.

5.11 Confidentialité

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel des renseignements, documents, ou objets quelconques est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent pas, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le personnel du titulaire est astreint aux mêmes règles de discrétion que le personnel de l'établissement public l'Institut français du cheval et de l'équitation.

Le soumissionnaire s'engage à ne pas divulguer les informations concernant l'Institut français du cheval et de l'équitation, qu'il a obtenues par l'intermédiaire de ce dossier de consultation.

Assurance

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables du fait des fournitures objets du présent marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

6. Classement des offres

Les offres seront évaluées selon les critères suivants :

- Critère financier : 40 %
- Qualité du projet : 60%

* précision suffisante du projet, et de ses différentes actions afin de permettre une évaluation objective du projet ; qualité de la méthodologie utilisée : 20 %

* méthodologie utilisée : 20 %

* adéquation et qualité des moyens mis en œuvre (références de l'organisme ; expérience dans le domaine...) : 20 %

7. Attribution de compétences

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal Administratif de NANTES, situé :

6 allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex

Tél. 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58

greffe-ta.nantes@juradm.fr

8. Attestation sur l'honneur

Je soussigné

En qualité de

Agissant pour le compte de (société) :

.....(ou en mon nom propre)

Adresse :

.....

CERTIFIE SUR L'HONNEUR QUE :

- la société que je représente a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles D.8222-5, D. 8222-7, D. 8222-8 du Code du travail.

Fait à le

Bordereau de prix

Etude descriptive des activités de service avec le cheval auprès de personnes porteuses de handicap

Montant forfaitaire HT :

TVA applicable :

Délai de réalisation

.....

A le

Désignation du candidat

(raison sociale, SIRET, NAF, adresse, téléphone, mail)

Nom, prénom et qualité du signataire

Cachet et signature